



Déclaration FSU - CTA du 1^{er} avril 2021

F.S.U. Madame le Recteur, Mesdames messieurs membres du CTA

Quel gâchis, quel échec !

Le président Macron a annoncé hier en catastrophe, la mise en place de mesures drastiques sur tout le territoire pour lutter contre l'épidémie et notamment en ce qui nous concerne, la fermeture des établissements dès le lundi 5 avril.

Cette annonce intervient pourtant après que le ministre Blanquer et les services du rectorat nous annonçaient jusqu'au mercredi 31 mars que le nombre de classes fermées restait bas, voire très bas, en dessous des 2 %. Alors pourquoi fermer les EPLE si la situation était apparemment maîtrisée ? C'est donc un nouveau paradoxe, un de plus.

Mais rien n'arrête ce gouvernement ! C'est avec un aplomb déconcertant qu'il continue d'affirmer que les décisions prises étaient pertinentes, qu'il n'en regrette aucune et que les nouvelles annoncées sont forcément les bonnes !

La FSU n'est pas de cet avis ni de cette analyse. Elle n'a cessé d'alermer sur la dégradation de la situation : la hausse des contaminations, le manque de moyens pour appliquer des protocoles sanitaires pourtant nécessaires, les difficultés de remplacement (notamment dans le premier degré) pour éviter brassage et contamination des élèves, des personnels et des familles.

C'est donc, pour la FSU, bel et bien un échec pour ce gouvernement. Échec d'une politique menée aveuglement, déconnectée de la réalité, plus attentive aux effets de ses annonces médiatiques qu'aux effets qu'elles produisent sur le terrain, jusqu'à l'écartement de nos élèves des établissements... mesure que le gouvernement regrette sans jamais en assumer la responsabilité.

Rien sur les moyens n'est annoncé alors même que le président Macron parle de l'éducation des jeunes comme le « combat du siècle ». Il est plus que temps d'engager les moyens nécessaires à ce beau projet Monsieur Macron !

Si le sort de l'école s'apparente à celui de l'hôpital et des personnels infirmiers ne doutons pas que la seule solution envisagée sera de demander à tous les personnels de l'EN « des efforts supplémentaires ! »

Alors certes, nous pouvons remarquer une volonté de donner des perspectives pour le mois d'avril, alors que – rappelons-le encore – la FSU réclame depuis juin des concertations et une anticipation. Mais qu'en sera-t-il de la situation sanitaire dans seulement un mois ? Le décalage-recentrage des vacances de printemps puis un retour en présentiel des écoles d'abord et des collèges et lycées ensuite pourra-t-il réellement s'organiser alors que la situation sanitaire est critique ? Que dire encore, des semaines de distanciel imposées en amont et en aval de ces vacances scolaires unifiées ? Avec quels outils ? Quelles ressources ? Dans quelles conditions ? Quid des parents dont les enfants seront à la maison ? Les enfants des enseignants pourront-ils être accueillis comme cela est prévu pour les personnels soignants par exemple ? Quid des équipements informatiques des élèves ? Quid des stages en entreprises des élèves de SEGPA, de lycées professionnels et des étudiants de BTS 1^{re} année notamment ? Autant que questions qui restent sans réponse et qui nous rappellent furieusement la situation de l'an dernier. Nous ne pouvons que constater l'impréparation et l'inaction du ministère sur tous ces sujets !

Dans tous les cas, cette impréparation ministérielle, le retard sur la vaccination des personnels – dont le Président n'a pas été en mesure de fixer le calendrier – et le refus obstiné d'admettre que les établissements sont de hauts lieux de contamination, auront sonné le glas de cette année scolaire en tous points extraordinaire et pas dans son acception la plus positive. Dogmatique et autosatisfait, JM Blanquer n'a jamais voulu admettre que les protocoles étaient insuffisants. La preuve : aucun aménagement pour les programmes et les examens. Le BTS dont les épreuves commencent dans un peu plus d'un mois est maintenu en l'état, et pour le DNB, et les épreuves terminales de 1^{re} et terminale du bac, c'est la même chose ! Le ministre n'a pas voulu prévenir : aux élèves, aux parents et aux personnels de subir. Une situation d'impréparation identique à l'année dernière.